



## Changer,

Une autre société est possible où les usines seront arrachées aux patrons, une société dirigée par ceux qui produisent et non par ceux qui exploitent, une société où la production soit planifiée à l'avance en fonction des besoins de la masse des travailleurs. Cette société pour laquelle ont lutté des générations de militants révolutionnaires, elle porte un nom : c'est le socialisme.

Le Socialisme : oui  
Mais lequel ?

Les signataires du programme commun affirment, eux aussi qu'ils veulent instaurer en France un régime « ouvrant la voie au socialisme ». Mais il faut s'entendre :

— Quelle conception du socialisme ont donc les dirigeants du PCF ? Eux qui exaltaient il y a encore peu de temps l'exemple de la Pologne : un pays où, en décembre 70, les bureaucrates dirigeants ont pu décider d'augmenter les prix de 30 % sans consulter les travailleurs, provoquant des grèves ouvrières sauvagement réprimées par la police, qui assassina des ouvriers pas dizaines à Gdansk, Gdynia et dans d'autres villes.

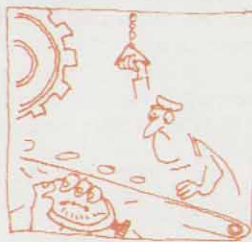
— Quelle conception du socialisme ont donc les dirigeants du PS ? Eux qui sont dans la même Internationale que l'anglais Wilson, auteur de féroces lois anti-grèves, que l'allemand Willy Brandt, chantre du capitalisme allemand.

— Pour les militants révolutionnaires, le socialisme n'a rien à voir avec ces caricatures monstrueuses : c'est une société gérée par et pour les travailleurs.

Le socialisme : oui.  
Mais comment y parvenir ?

Marchais et Mitterrand proposent de garder tous les piliers de l'Etat bourgeois (l'armée, la police, le parlement, la justice) et d'essayer tant bien que mal de les démocratiser. Ils sont même allés, il y a quelques temps, jusqu'à parler de garder Pompidou lui-même s'il acceptait de nouveaux ministres ! Mais ce n'est pas en gardant du vieux qu'on fait du neuf.

Pour les révolutionnaires, on ne peut transformer une société basée sur l'exploitation sans se heurter à la résistance des exploités. Il faut dès aujourd'hui que la classe ouvrière s'y prépare et non pas rêver d'un passage pacifique de la dictature de l'UDR à un gouvernement des travailleurs où les capitalistes partiront les uns après les autres sur la pointe des pieds.



Le socialisme : oui.  
Mais quelles mesures concrètes  
pour commencer à le construire ?

Le programme commun affirme avoir des solutions. Dans une conférence de presse de ses signataires, Georges Marchais les a présentées chiffres en main le 23 janvier :

— Garder 99 % des entreprises capitalistes...  
« un très large secteur privé subsistera donc ».  
— Et racheter aux patrons, sur plusieurs années, 9 trusts :  
« à la suite des nationalisations, il y aura environ 10 milliards de nouveaux francs à rembourser sur plusieurs

## changer vraiment

années ».

— Faire travailler plus fort les travailleurs.

« Les ouvriers travailleraient davantage s'ils avaient un gouvernement dans lequel ils ont confiance ».

— En modérant leurs revendications.

Il est donc faux de « prêter aux syndicats l'intention d'accabler le gouvernement d'une avalanche de revendications dont la satisfaction aurait tôt fait d'épuiser les finances publiques et de ruiner les entreprises » (Georges Ségué, dirigeant du PCF et de la CGT, le lendemain).

— Planifier bureaucratiquement la production...

« En ce qui concerne l'accroissement de la production, nous pensons qu'il faudra monter aux environs de 8 % ».

— ... En faisant « participer » les travailleurs à leur exploitation

« Alors, LA PARTICIPATION que l'UDR n'a jamais pu obtenir des syndicats (...) pourra enfin avoir un sens social progressiste » (Ségué, le lendemain).

Le Manifeste de la Ligue Communiste précise clairement les mesures indispensables que devrait prendre un gouvernement des travailleurs s'il veut se donner les moyens de casser la domination économique de la bourgeoisie et ouvrir une route qui débouche sur le socialisme et non sur un cul de sac.

L'expropriation des grosses entreprises.

C'est à dire leur nationalisation sans racheter aux patrons ce qu'ils ont en réalité volé aux ouvriers en faisant pendant des années des bénéfices gigantesques en exploitant leur travail.

Le monopole du commerce extérieur.

C'est à dire une mesure (défendue autrefois par le PCF, bien oubliée aujourd'hui) qui permet d'empêcher l'impérialisme étranger de comploter avec succès contre le nouveau régime.

La planification démocratique de la production.

C'est à dire la décision collective après discussion des travailleurs dans toutes les entreprises du volume et de la qualité de la production.

Non à la « participation » avec les patrons aux actuels comités d'entreprise soi disant « démocratisés ».

Non aux organismes de gestion tri-partites « rassemblant usagers, fonctionnaires de l'Etat et bureaucrates syndicaux incontrôlés ».

Oui à la mise en place de comités d'usine composés uniquement de travailleurs, avec des représentants mandatés, élus et révocables ; avec — quand cela sera strictement nécessaire — des fonctionnaires ne touchant pas plus que le salaire d'un ouvrier qualifié.

Le contrôle ouvrier sur la production.

Les travailleurs, organisés en comités d'usine, élisant des délégués d'atelier ou de chaîne, doivent avoir :

— le droit de veto sur toute augmentation des cadences, tout licenciement ou mutation,  
— le droit de révoquer un cadre s'il manifeste une attitude anti-ouvrière dans le style des Nogrette et des Tramon, — le droit de contrôler l'hygiène, la sécurité et la médecine

du travail.

Une diminution importante du temps de travail, non seulement pour que tous les travailleurs aient le temps de vivre, mais aussi le temps de discuter, de contrôler et de décider en politique comme en économie. Jamais de vrais révolutionnaires n'oseraient protester scandaleusement, comme le fait aujourd'hui Allende au Chili, parce qu'« il y a trop de réunions politiques pendant les heures de travail » (sic).

A ceux qui proposent 40 heures progressivement et une heure mensuelle d'« information syndicale », nous disons : ces mesures sont dérisoires. Non seulement le progrès technique permet beaucoup plus, mais une diminution radicale du temps de travail est un choix fondamental pour ceux qui refusent un « socialisme par procuration » et pensent que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Le socialisme c'est : la technique au service des hommes, c'est la marche consciente vers un monde nouveau.

Dès aujourd'hui, les techniques ultra-modernes, l'ordinateur, la télévision par câble, le laser, les usines entièrement automatisées permettent de rêver à ce que pourrait être une société libérant définitivement les hommes d'une somme de travaux fastidieux et pénibles. Une société permettant à ses membres de disposer du temps et des moyens matériels de se déplacer, à leur gré, de se distraire, de s'occuper à des activités créatrices qui n'ont rien à voir avec ce commerce obligatoire qu'on nomme aujourd'hui le travail salarié.

Une société communiste débarrassant les hommes de tous les pays des servitudes que l'exploitation capitaliste et l'arriération économique ont imposées pendant des siècles aux hommes et aux femmes esclaves de leur propre travail.

Série  
« Qu'est-ce que... — Documents Ligue Communiste »

a - La violence.  
b - Les augmentations uniformes.  
c - La santé.  
d - L'école.

à paraître :  
Le parlement.  
L'Europe rouge.  
Les transports.  
Le logement.  
L'oppression des femmes.  
Les paysans.  
La pollution.  
La police.  
L'armée.  
La justice.  
Les TOM-DOM et les colonies.  
Les fascistes et l'UDR.

L'inflation.  
Le chômage.  
Le gaspillage.  
Les immigrés.  
L'internationalisme prolétarien.  
L'impérialisme.  
L'ORTF.  
Les nationalisations.  
L'autodéfense ouvrière.

## LE VOTE ELECTRONIQUE

— UN COUP POUR L'UDR.  
— DEUX COUPS POUR L'UNION DE LA GAUCHE.  
— POUR LA LIGUE LÂCHEZ VOTRE NOM, ON VOUS ÉCRIRA.



SOUTENEZ ROUGE ABONNEZ-VOUS !

Je désire m'abonner à Rouge.

Nom :  
Adresse :

Abonnement choisi :

Tarif des abonnements :  
Pour la France l'Étranger  
sous pli ouvert fermé ouvert fermé  
un an 90 150 110 180  
six mois 45 75 55 90  
Par avion, écrire à Rouge.

Seules les demandes accompagnées de leur règlement immédiat sont prises en considération.  
Pour tout changement d'adresse, joindre 1 f 50 et la dernière bande.  
Rouge — 10 impasse Guéméné  
75004 — Paris (4ème)